

PATENT ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1
 Stylesheet Version v1.2

EPAS ID: PAT5425190

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT
NATURE OF CONVEYANCE:	ASSIGNMENT
CONVEYING PARTY DATA	
Name	Execution Date
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	08/24/2015
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	08/27/2015
RECEIVING PARTY DATA	
Name:	GILLES DIVITA
Street Address:	26 BIS RUE SOUS LE AIRES
City:	SAINT ANDRÉ DE SAGONIS
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	34725
PROPERTY NUMBERS Total: 1	
Property Type	Number
Application Number:	15160939
CORRESPONDENCE DATA	
Fax Number:	(650)494-0792
<i>Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.</i>	
Phone:	6508135793
Email:	mleung@mofo.com
Correspondent Name:	YUYING YOU
Address Line 1:	MORRISON & FOERSTER LLP
Address Line 2:	755 PAGE MILL ROAD
Address Line 4:	PALO ALTO, CALIFORNIA 94304-1018
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	73737-20003.01
NAME OF SUBMITTER:	YUYING YOU
SIGNATURE:	/Yuying You/
DATE SIGNED:	03/15/2019
Total Attachments: 24	
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page1.tif	
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page2.tif	
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page3.tif	
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page4.tif	

source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page5.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page6.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page7.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page8.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page9.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page10.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page11.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page12.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page13.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page14.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page15.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page16.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page17.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page18.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page19.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page20.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page21.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page22.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page23.tif
source=73737-2000301_Assignment_to_Divita#page24.tif

CONTRAT DE CESSION DE BREVETS
Réf. CNRS L15239

ENTRE LES SOUSSIGNES

- 1°) Le **CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé au 3, rue Michel-Ange, 75794 PARIS Cedex 16, dont le numéro de TVA intra-communautaire est FR40180089013, le numéro SIRET est 180089013 04033, le code APE est 7219Z, représenté par son Président, Monsieur Alain FUCHS, ci-après dénommé « **CNRS** »,

D'UNE PART

- 2°) **L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé au 163, rue Auguste Broussonet, 34090 MONTPELLIER, dont le numéro SIRET est 130 020 548 00017, dont le code APE est 8542Z, représenté par son Président, Monsieur Philippe AUGÉ, ci-après dénommé « **UM** »,

DE DEUXIEME PART

ET

- 3°) **MONSIEUR GILLES DIVITA**, personne physique de nationalité française, né le 28 avril 1962, domicilié au 26 bis, rue sous les aires, 34725 SAINT ANDRÉ DE SANGONIS, agissant en son nom propre et pour son seul compte, disposant de la capacité nécessaire à la conclusion du présent Contrat, ci-après dénommé « **M. DIVITA** »,

DE TROISIEME PART

Le CNRS et l'UM étant ci-après désignés conjointement par « **ETABLISSEMENTS** » et individuellement par « **ETABLISSEMENT** ».

Le CNRS, l'UM et M. DIVITA, sont ci-après collectivement dénommés les « **PARTIES** » et individuellement une « **PARTIE** ».



ETANT PREALABLEMENT EXPOSE

Les travaux de M. DIVITA au sein du Centre de Recherche en Biochimie Macromoléculaire (UMR5237) avaient notamment pour objet différents vecteurs peptidiques pouvant faciliter le passage de molécules à travers les membranes cellulaires selon une stratégie originale non covalente.

Différentes demandes de brevet mentionnant M. DIVITA comme inventeur, détaillées dans l'Article Préliminaire ci-dessous (ci-après les « **BREVETS** ») ont fait l'objet de dépôts auprès des offices de brevet.

En application des dispositions des articles 2 et 10 du décret n° 2014-1038 du 11 septembre 2014 portant création de l'Université de Montpellier, les Universités Montpellier 1 et Montpellier 2 ont cessé d'exister en tant que personnes morales à compter du 1er janvier 2015. A compter de cette date, l'UM s'est substituée à l'Université Montpellier 1 et l'Université Montpellier 2 regroupées au sein de ce nouvel établissement. Les droits et obligations de l'Université Montpellier 1 et de l'Université Montpellier 2 ont ainsi automatiquement été transférés à l'UM.

Les ETABLISSEMENTS ont pris la décision de ne pas poursuivre la valorisation des inventions protégées par les BREVETS, et de ne pas engager de frais de propriété industrielle supplémentaires de ce fait. Conformément à l'Article R611-12 alinéa 1 du code de la propriété intellectuelle, les ETABLISSEMENTS ont proposé à M. DIVITA, inventeur principal des BREVETS, de disposer des droits patrimoniaux attachés à ces BREVETS.

Par un courrier du 7 août 2015, M. DIVITA a confirmé faire valoir son droit à la reprise des BREVETS selon les dispositions précitées, et expressément affirmé être le seul des inventeurs cités sur les BREVETS à souhaiter faire valoir ce droit.

Les PARTIES ayant d'ores et déjà convenu de certaines conditions de cette cession par échange de courrier (courrier du 24 juillet 2015 du CNRS à M. DIVITA, courrier de réponse du 7 août 2015 de M. DIVITA au CNRS validant la reprise des BREVETS, courrier du 12 août 2015 du CNRS à M. DIVITA et réponse du 13 août 2015 de M. DIVITA au CNRS), elles souhaitent par le présent Contrat formaliser la cession intégrale des BREVETS, lesquels ne pourront par définition donner lieu à exploitation pour le futur que sous la pleine et entière responsabilité de M. DIVITA.



EN CONSEQUENCE DE QUOI LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT

Article Préliminaire – DEFINITIONS

Par **BREVETS**, on entend, et tels que listés en Annexe 1 :

- la demande de brevet PCT prioritaire déposée le 04 avril 2011 sous le numéro PCT/IB2011/051435, intitulée "*Cell penetrating peptides for intracellular delivery of molecules*", publiée le 11 octobre 2012 sous le numéro WO2012/137036,
La demande de brevet PCT déposée le 04 avril 2012 sous le numéro PCT/IB2012/051665, publiée le 11 octobre 2012 sous le numéro WO2012/137150,
La demande de brevet EP déposée le 04 avril 2012 sous le numéro EP12720007.9 et publiée le 12 février 2014 sous le numéro EP2694529,
La demande de brevet US déposée le 04 avril 2012 sous le numéro US14/009,648 et publiée le 14 août 2014 sous le numéro US2014/0227344.

- la demande de brevet PCT prioritaire déposée le 4 octobre 2012 sous le numéro PCT/IB2012/055343, intitulée "*Cell penetrating peptides for intracellular delivery of molecules*", publiée le 10 avril 2014 sous le numéro WO2014/053879,
La demande de brevet PCT déposée le 4 octobre 2013 sous le numéro PCT/EP2013/070676, publiée le 10 avril 2014 sous le numéro WO2014/053622,
La demande de brevet EP déposée le 4 octobre 2013 sous le numéro EP13773241.8,
La demande de brevet US déposée le 4 octobre 2013 sous le numéro US14/433,570.

- la demande de brevet PCT prioritaire déposée le 4 octobre 2012 sous le numéro IB2012055344, intitulée "*Cell penetrating peptides for intracellular delivery of molecules*", publiée le 10 avril 2014 sous le numéro WO2014/053880,
La demande de brevet PCT déposée le 4 octobre 2013 sous le numéro PCT/EP2013070680, publiée le 10 avril 2014 sous le numéro WO2014/053624,
La demande de brevet EP déposée le 4 octobre 2013 sous le numéro EP13779159.6,
La demande de brevet US déposée le 4 octobre 2013 sous le numéro US14/433,573.

- la demande de brevet PCT prioritaire déposée le 4 octobre 2012 sous le numéro IB2012055345, intitulée "*Cell penetrating peptides for intracellular delivery of molecules*", publiée le 10 avril 2014 sous le numéro WO2014/053881,
La demande de brevet PCT déposée le 4 octobre 2013 sous le numéro PCT/EP2013070685, publiée le 10 avril 2014 sous le numéro WO2014/053628,
La demande de brevet EP déposée le 4 octobre 2013 sous le numéro EP13773243.4,
La demande de brevet US déposée le 4 octobre 2013 sous le numéro US14/433,578.

- la demande de brevet PCT prioritaire déposée le 4 octobre 2012 sous le numéro IB2012055346, intitulée "*Cell penetrating peptides for intracellular delivery of molecules*", publiée le 10 avril 2014 sous le numéro WO2014/053882,
La demande de brevet PCT déposée le 4 octobre 2013 sous le numéro PCT/EP2013070686, publiée le 10 avril 2014 sous le numéro WO2014/053629.



La demande de brevet EP déposée le 4 octobre 2013 sous le numéro EP 13773244.2,
La demande de brevet US déposée le 4 octobre 2013 sous le numéro US 14/433,592.

Par **CABINETS**, on entend le cabinet de Conseils en Propriété Industrielle ORES, qui a reçu la responsabilité d'établir tous les documents pour la préparation, le dépôt, l'extension, la délivrance et le maintien en vigueur des BREVETS, ses correspondants étrangers, et éventuellement la société de service en charge du paiement, auprès des offices nationaux et régionaux de brevets, des annuités afférentes aux BREVETS.

Par **DATE DE SIGNATURE**, on entend la dernière date de signature par toutes les PARTIES du présent Contrat.

Par **DATE D'ENTREE EN VIGUEUR**, on entend le 07 août 2015, soit la date de l'acceptation formelle par M. DIVITA de la reprise des BREVETS.

Par **FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE**, on entend l'ensemble des frais relatifs aux opérations de dépôt, d'extensions, de traduction, de délivrance et de maintien en vigueur des BREVETS et facturés par les CABINETS.

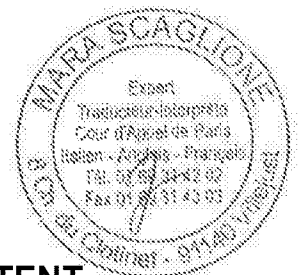
Les mots au pluriel peuvent s'entendre au singulier et réciproquement.

Article 1 -- **OBJET DU CONTRAT**

- 1.1 Par le présent Contrat, les ETABLISSEMENTS cèdent à M. DIVITA, qui l'accepte, l'intégralité de leurs droits, titres et intérêts sur les BREVETS, sans restrictions, sous réserve du respect par M. DIVITA des termes et des conditions contenus aux présentes.
- 1.2 Il est entendu entre les PARTIES qu'à compter de la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR, les ETABLISSEMENTS n'ont plus le droit d'exploiter directement ou indirectement les BREVETS à des fins commerciales, M. DIVITA devenant l'entier propriétaire des BREVETS et pouvant de ce fait utiliser et exploiter les BREVETS dans les conditions qu'il souhaitera, sous sa pleine et entière responsabilité.
- 1.3 Il est rappelé que les BREVETS ne constituent que des titres juridiques de propriété industrielle et que la présente cession ne saurait avoir d'autre effet que le transfert de la propriété desdits titres. La présente cession ne vaut à ce titre aucunement transfert d'une technologie, garantie de sa valeur ou délivrance d'un quelconque agrément de commercialisation.

Article 2 -- **DUREE DU CONTRAT**

A sa DATE DE SIGNATURE, le présent Contrat prendra effet à la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR, et restera en vigueur jusqu'à l'expiration ou l'abandon du dernier des BREVETS.



Article 3 – TRANSFERT DE DROITS

- 3.1 A compter de la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR, M. DIVITA est subrogé dans tous les droits, obligations et risques attachés aux BREVETS.

M. DIVITA sera alors seul et unique propriétaire des BREVETS et aura seul le droit d'utiliser et d'exploiter, directement ou indirectement, de maintenir en vigueur, de défendre ou d'opposer à tout tiers, les BREVETS et ce, à sa seule discrétion et sous sa seule responsabilité.

- 3.2 M. DIVITA pourra également librement consentir tout droit d'exploitation sur les BREVETS ou céder la propriété de tout ou partie des BREVETS, pour une période allant de la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR au terme des BREVETS, à tout tiers de son choix.

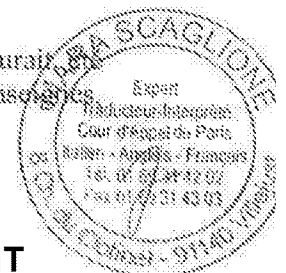
M. DIVITA s'engage à notifier les ETABLISSEMENTS en cas de licence consentie sur les BREVETS ou de cession sur les BREVETS de l'opération réalisée, dans un délai d'un (1) mois suivant la signature du contrat concerné, en précisant la nature du contrat et le tiers cocontractant. Il est entendu que, sous réserve du respect du présent Contrat, les ETABLISSEMENTS ne pourront s'opposer à la réalisation d'une telle opération ou à la signature d'un tel contrat, et que le contenu de ces notifications sera considéré comme une information confidentielle selon les termes du présent Contrat.

Il est entendu entre les PARTIES que tout tiers à qui M. DIVITA céderait les BREVETS sera tenu aux mêmes obligations à l'encontre des ETABLISSEMENTS que celles prévues au présent Contrat.

- 3.3 M. DIVITA et ses licenciés ou tout tiers exploitant les BREVETS avec l'autorisation de M. DIVITA s'interdisent d'utiliser, à quelques fins que ce soit et y compris dans le cadre d'opérations non-commerciales, sous réserve de la gestion normale des actes de procédures de propriété industrielle liés aux BREVETS, les noms « Centre National de la Recherche Scientifique », « CNRS », « UNIVERSITE DE MONTPELLIER », « UM » ou tout signe distinctif, enseigne, dénomination sociale, marque, image, logo ou signe figuratif appartenant à l'un et/ou l'autre des ETABLISSEMENTS et toute adaptation de ceux-ci, ainsi que le nom des autres inventeurs cités sur les BREVETS et de tout agent de l'un et/ou l'autre des ETABLISSEMENTS pour toute communication publique, sans avoir reçu préalablement à chaque utilisation l'accord écrit d'un représentant légal de l'ETABLISSEMENT concerné, dûment habilité à l'engager à ce titre, et, le cas échéant, de la personne physique concernée.

Il est entendu que, dans le cas où le ou les ETABLISSEMENTS concernés donneraient leur accord écrit pour l'utilisation demandée par M. DIVITA, ils pourront suspendre à tout moment cette autorisation dans le cas où la communication réalisée par M. DIVITA ne correspondrait plus à celle décrite initialement, que ce soit en terme de forme, de contexte, de situation géographique ou de durée, ou qu'elle aurait pour conséquence une dégradation de l'image de l'un ou de plusieurs des ETABLISSEMENTS ou de leurs agents.

En tout état de cause, et quand bien même une quelconque autorisation aurait été donnée à l'usage projeté par M. DIVITA, les noms, signes distinctifs, enseignes



dénominations sociales, marques, images, logos ou signes figuratifs appartenant à un ou plusieurs ETABLISSEMENTS et inventeurs ne pourront être utilisés par M. DIVITA d'une façon qui, de par la forme et/ou le contexte utilisés, puissent être interprétés comme une quelconque garantie scientifique, technique, économique ou juridique accordée par les ETABLISSEMENTS et lesdits inventeurs aux BREVETS et aux opérations liées aux BREVETS.

Article 4 -- FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE

- 4.1 Les FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE engagés à compter de la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR en raison d'actions de procédure décidées ou validées relatives aux BREVETS seront à la seule charge de M. DIVITA. Les ETABLISSEMENTS n'auront plus aucune obligation de payer les FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE engagés après la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR, ni aucune obligation d'assurer le maintien des BREVETS en vigueur.
- 4.2 Il est convenu que le CNRS, agissant pour le compte des ETABLISSEMENTS, s'engage à informer les CABINETS au moins concomitamment à la DATE DE SIGNATURE, de ce que M. DIVITA assumera la prise en charge des FRAIS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE à compter de la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR et de la nécessité pour les CABINETS d'adresser directement à M. DIVITA les factures y relatives.
- 4.3 Il reviendra à M. DIVITA de faire au plus tôt part aux CABINETS de ses coordonnées téléphoniques, postales, bancaires et de courriel afin de procéder aux échanges nécessaires à la gestion des BREVETS.
- 4.4 En tant que de besoin, le CNRS ou, le cas échéant, les ETABLISSEMENTS, fourniront dans les plus brefs délais à M. DIVITA tous les éléments et les documents afférents aux BREVETS et tous les titres dont les ETABLISSEMENTS disposent à la DATE DE SIGNATURE aux fins de poursuivre, de maintenir et/ou de défendre les BREVETS à compter de la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR.

Article 5 -- CONDITIONS FINANCIERES

La présente cession des BREVETS à M. DIVITA est consentie en contrepartie d'un paiement par M. DIVITA d'une somme de dix euros (10 €) payable dans les dix (10) jours suivant la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR du présent Contrat.

Article 6 -- GARANTIES

- 6.1 La présente cession des BREVETS est faite sans autre garantie de la part des ETABLISSEMENTS que celle de l'existence matérielle des BREVETS à la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR.

En particulier, les ETABLISSEMENTS ne garantissent en aucun cas, que ce soit expressément ou tacitement, le caractère commercial ou technique, l'exploitation



rentabilité économique des BREVETS, leur compatibilité à un usage spécifique ou que lesdits BREVETS ne portent pas atteinte à des droits de propriété intellectuelle de tiers. De même, les éventuels vices juridiques recelés par un ou plusieurs des BREVETS sont à la charge de M. DIVITA seul qui les accepte. Par conséquent, en cas de rejet, d'annulation de tout ou partie d'un ou de plusieurs des BREVETS, de dépendance desdits BREVETS à un brevet dominant antérieur, les ETABLISSEMENTS ne seront pas tenus au paiement d'éventuels dommages-intérêts à M. DIVITA en réparation du préjudice causé par ledit rejet, ladite annulation ou dépendance.

- 6.2 M. DIVITA ne pourra appeler les ETABLISSEMENTS en garantie en cas de dommage ou préjudice de quelque nature que ce soit causé par l'utilisation des BREVETS, par lui-même ou par tout tiers exploitant ou utilisateur des BREVETS.
- 6.3 Les ETABLISSEMENTS déclarent qu'à la DATE D'ENTREE EN VIGUEUR aucune licence d'exploitation ni aucune cession n'ont été consenties sur les BREVETS, lesquels ne font l'objet d'aucun gage ou nantissement.
- 6.4 M. DIVITA reconnaît par le présent Contrat qu'il a les compétences requises pour utiliser les BREVETS, qu'il en connaît la substance du fait de son caractère d'inventeur principal et qu'il est en mesure de s'assurer de l'existence de ces compétences chez tout licencié, exploitant ou cessionnaire éventuel des BREVETS.

Article 7 - CONFIDENTIALITE

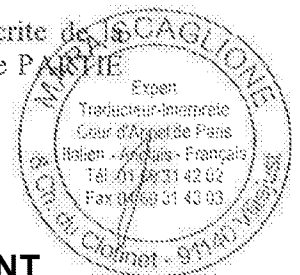
- 7.1 Les PARTIES s'engagent à conserver confidentielles les informations confidentielles appartenant à l'une et/ou l'autre des PARTIES et toute information de quelque nature que ce soit relative à l'une et/ou l'autre des PARTIES, dont elle pourrait avoir connaissance au cours des négociations précontractuelles ou à l'occasion de l'exécution du présent Contrat.

Lesdites informations confidentielles ne pourront être publiées ou communiquées à des tiers, en tout ou partie, qu'avec l'accord écrit de la PARTIE concernée.

Il est entendu entre les PARTIES que les informations contenues dans les BREVETS (descriptions, revendications, dessins...) ayant fait l'objet d'une publication aux bulletins officiels concernés ne seront pas considérées comme des informations confidentielles au titre du présent Contrat.

Les PARTIES pourront faire mention de l'existence du présent Contrat, sans toutefois pouvoir révéler aucune information confidentielle appartenant à l'autre PARTIE ou relative à ses projets quant aux BREVETS.

- 7.2 Les engagements de confidentialité pesant sur les PARTIES conformément au présent Article ne s'appliquent pas aux informations pour lesquelles la PARTIE récipiendaire peut prouver :
- a) qu'elle les a divulguées après obtention préalable de l'autorisation écrite de la PARTIE émettrice, ou que la divulgation a été réalisée par cette même PARTIE émettrice;



- b) qu'elles appartenaient au domaine public au moment de leur communication par la PARTIE émettrice, ou qu'elles y sont tombées après cette communication sans faute de la part de la PARTIE récipiendaire ;
- c) qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite ;
- d) qu'à la date de leur communication par la PARTIE émettrice, la PARTIE récipiendaire était déjà en possession de celles-ci ;
- e) que leur divulgation a été imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire impérative ou par l'application d'une décision de justice définitive ou d'une sentence arbitrale.

Les exceptions précitées ne sont pas cumulatives.

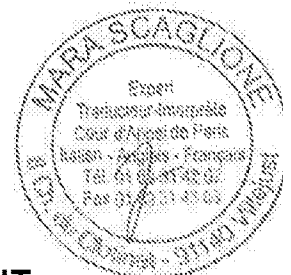
- 7.3 M. DIVITA s'engage, au titre de son activité personnelle, à ne pas déposer de demande de brevet ou quelque titre de propriété intellectuelle que ce soit, incluant tout ou partie des informations confidentielles de l'un et/ou l'autre des ETABLISSEMENTS, sans avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite de ces derniers.
- 7.4 Le présent engagement de confidentialité restera en vigueur pendant la durée du présent Contrat, et pendant cinq (5) ans après son expiration ou sa résiliation.
- 7.5 Les stipulations du présent Article ne pourront pas faire obstacle à l'obligation qui incombe aux personnels représentés par les ETABLISSEMENTS de produire un rapport d'activité à l'organisme dont ils relèvent, cette communication ne constituant pas une divulgation au sens des lois sur la Propriété Industrielle.

Article 8 - INVALIDITE D'UNE CLAUSE

Si une ou plusieurs stipulations du présent Contrat étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement - et en particulier du droit de l'Union Européenne - ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée et les PARTIES procéderont sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du présent Contrat.

Article 9 - TITRE

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres ne seront pas pris en considération pour l'interprétation.



Article 10 – INSCRIPTION AU REGISTRE NATIONAL DES BREVETS

10.1 Le présent Contrat pourra être inscrit au Registre National des Brevets, tenu par l'Institut national de Propriété Industrielle concerné par les BREVETS et autres offices de brevets, par les soins et aux frais de M. DIVITA.

Dans le cas où M. DIVITA ne procédait pas à cette inscription, les ETABLISSEMENTS restent libres d'y procéder par eux-mêmes, à tout moment.

10.2 Tout enregistrement fiscal nécessaire au titre du présent Contrat sera réalisé par M. DIVITA, à ses seuls frais.

Article 11 – LOI APPLICABLE - LITIGES

11.1 Le présent Contrat est régi par les lois et règlements de la République française à l'exclusion des règles de conflits de lois éventuellement applicables.

11.2 En cas de difficulté sur l'interprétation ou lors de l'exécution du présent Contrat, les PARTIES s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant les juridictions françaises compétentes par la PARTIE la plus diligente.

11.3 Le présent Article restera en vigueur nonobstant tous les cas d'expiration ou de résiliation du présent Contrat.

Article 12 – NOTIFICATIONS

Toute notification requise au titre du présent Contrat sera réalisée par courrier recommandé avec accusé de réception, à la PARTIE concernée à l'adresse suivante :

Pour les ETABLISSEMENTS :

CNRS

Direction de l'Innovation et des Relations avec les Entreprises (DIRE)

A l'attention du Directeur Adjoint de la DIRE en charge des Relations avec les Entreprises et du Transfert de l'Innovation.

3 rue Michel-Ange

75794 Paris Cedex 16

FRANCE

Copie à FIST :

FIST SA

83, boulevard Exelmans

75016 PARIS

France

Concerne les DI 02142-01 et suivantes



Pour M. DIVITA :
Monsieur Gilles DIVITA
26 bis, rue sous les aires
34725 SAINT ANDRÉ DE SANGONIS
FRANCE

Fait en quatre (4) exemplaires originaux rédigés en français, dont un (1) pour chacune des PARTIES et un (1) pour inscription auprès des offices de brevets.

A
Le

A Paris
Le

.....
Monsieur Gilles DIVITA

.....
Par délégation du
Président du CNRS
Mme Marie-Pierre COMETS
Directrice de l'innovation et des
relations avec les entreprises

A Montpellier
Le

.....
Monsieur Philippe AUGÉ,
Président de l'UM

GD

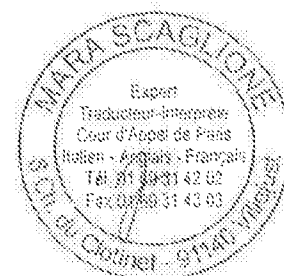


ANNEXE 1

ETAT DES BREVETS

Sous-type	Pays	Dépôt	Publication	Délivrance	Etat
Brevet prioritaire	PCT	PCT/IB2011/051435 04/04/2011	WO2012/137036 11/10/2012	/	Expiré
PCT	PCT	PCT/IB2012/051665 04/04/2012	WO2012/137150 11/10/2012	/	Expiré
Phase Nationale	Europe	12720007.9 04/04/2012	2694529 12/02/2014	()	Actif
Phase Nationale	Etats-Unis	14/009,648 04/04/2012	2014/0227344 14/08/2014	()	Actif

Sous-type	Pays	Dépôt	Publication	Délivrance	Etat
Brevet prioritaire	PCT	PCT/IB2012/055343 04/10/2012	WO2014/053879 10/04/2014	/	Expiré
PCT	PCT	PCT/EP2013/070676 04/10/2013	WO2014/053622 10/04/2014	/	Expiré
Phase Nationale	Europe	13773241.8 04/10/2013	()	()	Actif
Phase Nationale	Etats-Unis	14/433,570 04/10/2013	()	()	Actif



Sous-type	Pays	Dépôt	Publication	Délivrance	Etat
Brevet prioritaire	PCT	IB2012055344 04/10/2012	WO2014/053880 10/04/2014	/	Expiré
PCT	PCT	PCT/EP2013070680 04/10/2013	WO2014/053624 10/04/2014	/	Expiré
Phase Nationale	Europe	13779159.6 04/10/2013	()	()	Actif
Phase Nationale	Etats-Unis	14/433,573 04/10/2013	()	()	Actif

Sous-type	Pays	Dépôt	Publication	Délivrance	Etat
Brevet prioritaire	PCT	IB2012055345 04/10/2012	WO2014/053881 10/04/2014	/	Expiré
PCT	PCT	PCT/EP2013070685 04/10/2013	WO2014/053628 10/04/2014	/	Expiré
Phase Nationale	Europe	13773243.4 04/10/2013	()	()	Actif
Phase Nationale	Etats-Unis	14/433,578 04/10/2013	()	()	Actif

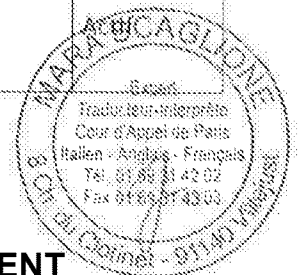
Sous-type	Pays	Dépôt	Publication	Délivrance	Etat
Brevet prioritaire	PCT	IB2012055346 04/10/2012	WO2014/053882 10/04/2014	/	Expiré
PCT	PCT	PCT/EP2013070686 04/10/2013	WO2014/053629 10/04/2014	/	Expiré
Phase Nationale	Europe	13773244.2 04/10/2013	()	()	Actif
Phase Nationale	Etats-Unis	14/433,592 04/10/2013	()	()	Actif

Certifié conforme à l'original :

N° d'inscription : 1512186

Écrit en langue : français

Fait le : 27/08/2015



PATENT

REEL: 050454 FRAME: 0190

PATENT ASSIGNMENT AGREEMENT
Ref. CNRS L15239

BETWEEN THE UNDERSIGNED

- 1°) The **CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**, a scientific and technological public institution having its head office at 3, rue Michel-Ange, 75794 PARIS Cedex 16, whose intracommunity VAT number is FR40180089013, whose SIRET number is 180089013 04033, having the principal activity code of 7219Z, represented by its President, Mr. Alain FUCHS, hereinafter referred to as "CNRS,"

PARTY OF THE FIRST PART

- 2°) The **UNIVERSITE DE MONTPELLIER**, a scientific, cultural and professional public institution having its head office at 163, rue Auguste Broussonet, 34090 MONTPELLIER, whose SIRET number is 130 020 548 00017, having the principal activity code of 8542Z, represented by its President, Mr. Philippe AUGÉ, hereinafter referred to as "UM,"

PARTY OF THE SECOND PART

AND

- 3°) **MR. GILLES DIVITA**, a French national born on April 28, 1962, residing at 26 bis, rue sous les aires, 34725 SAINT ANDRÉ DE SANGONIS, acting in his own name and on his own behalf, having the necessary capacity to enter into this Agreement, hereinafter referred to as "Mr. DIVITA,"

PARTY OF THE THIRD PART

CNRS and UM hereinafter being jointly designated as "INSTITUTIONS" and individually as "INSTITUTION."

CNRS, UM and Mr. DIVITA are hereinafter collectively referred to as the "PARTIES" and individually as a "PARTY."



WHEREAS

Mr. DIVITA's work within the Centre de Recherche en Biochimie Macromoléculaire [Macromolecular biochemistry research center] (UMR5237) notably concerned various peptide vectors capable of facilitating the passage of molecules through cell membranes according to an original non-covalent strategy.

Various patent applications naming Mr. DIVITA as inventor, detailed in the Preliminary Article below (hereinafter, the "PATENTS"), have been filed with patent offices.

Pursuant to the provisions of Articles 2 and 10 of the decree number 2014-1038 of September 11, 2014 creating the Université de Montpellier, the universities Montpellier 1 and Montpellier 2 ceased to exist as legal entities effective January 1, 2015. As of that date, UM has replaced Université Montpellier 1 and Université Montpellier 2, which are combined in this new institution. The rights and obligations of Université Montpellier 1 and Université Montpellier 2 were thus automatically transferred to UM.

The INSTITUTIONS made the decision not to pursue the commercialization of the inventions protected by the PATENTS and not to incur additional industrial property expenses for this reason. Pursuant to Article R611-12 paragraph 1 of the intellectual property code, the INSTITUTIONS have proposed to Mr. DIVITA, the principal inventor of the PATENTS, to have the proprietary rights attached to these PATENTS.

In a letter of August 7, 2015, Mr. DIVITA confirmed that he would exercise his right to take over the PATENTS according to the aforementioned provisions, and expressly affirmed that he was the only one of the inventors cited on the PATENTS who wished to exercise this right.

The PARTIES having already agreed on certain conditions for this assignment by exchange of letters (letter of July 24, 2015 from CNRS to Mr. DIVITA, response letter of August 7, 2015 from Mr. DIVITA to CNRS confirming the takeover of the PATENTS, letter of August 12, 2015 from CNRS to Mr. DIVITA and response of August 13, 2015 from Mr. DIVITA to CNRS), they wish through this Agreement to formalize the full assignment of the PATENTS, which by definition cannot be exploited in the future except under the full responsibility of Mr. DIVITA.



NOW THEREFORE, THE PARTIES HAVE AGREED TO THE FOLLOWING

Preliminary Article – DEFINITIONS

PATENTS, as listed in Annex 1, refers to:

- the priority PCT patent application filed on April 4, 2011 under the number PCT/IB2011/051435, entitled "*Cell penetrating peptides for intracellular delivery of molecules*," published on October 11, 2012 under the number WO2012/137036,

The PCT patent application filed on April 4, 2012 under the number PCT/IB2011/051665, published on October 11, 2012 under the number WO2012/137150,

The EP patent application filed on April 4, 2012 under the number EP12720007.9 and published February 12, 2014 under the number EP2694529,

The US patent application filed on April 4, 2012 under the number US14/009,648 and published August 14, 2014 under the number US2014/0227344,

- the priority PCT patent application filed on October 4, 2012 under the number PCT/IB2012/055343, entitled "*Cell penetrating peptides for intracellular delivery of molecules*," published on April 10, 2014 under the number WO2014/053879,

The PCT patent application filed on October 4, 2013 under the number PCT/EP2013/070676, published on April 10, 2014 under the number WO2014/053622,

The EP patent application filed on October 4, 2013 under the number EP13773241.8,

The US patent application filed on October 4, 2013 under the number US14/433,570.

- the priority PCT patent application filed on October 4, 2012 under the number IB2012055344, entitled "*Cell penetrating peptides for intracellular delivery of molecules*," published on April 10, 2014 under the number WO2014/053880,

The PCT patent application filed on October 4, 2013 under the number PCT/EP2013070680, published on April 10, 2014 under the number WO2014/053624,

The EP patent application filed on October 4, 2013 under the number EP13779159.6,

The US patent application filed on October 4, 2013 under the number US14/433,573.

- the priority PCT patent application filed on October 4, 2012 under the number IB2012055345, entitled "*Cell penetrating peptides for intracellular delivery of molecules*," published on April 10, 2014 under the number WO2014/053881,

The PCT patent application filed on October 4, 2013 under the number PCT/EP2013070685, published on April 10, 2014 under the number WO2014/053628,

The EP patent application filed on October 4, 2013 under the number EP13773243.4,

The US patent application filed on October 4, 2013 under the number US14/433,578.

- the priority PCT patent application filed on October 4, 2012 under the number IB2012055346, entitled "*Cell penetrating peptides for intracellular delivery of molecules*," published on April 10, 2014 under the number WO2014/053882,



The PCT patent application filed on October 4, 2013 under the number PCT/EP2013070686, published on April 10, 2014 under the number WO2014/053629,
The EP patent application filed on October 4, 2013 under the number 13773244.2,
The US patent application filed on October 4, 2013 under the number US 14/433,592.

FIRMS refers to the ORES patent attorney firm which has been given responsibility for drawing up all documents to prepare, file, extend, issue and keep in force the **PATENTS**, its foreign correspondents, and possibly the service company in charge of paying annual payments related to the **PATENTS** to the national and regional patent offices.

SIGNATURE DATE refers to the last date of signature of this Agreement by all **PARTIES**.

EFFECTIVE DATE refers to August 7, 2015, i.e., the date of Mr. DIVITA's formal acceptance of the takeover of the **PATENTS**.

INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES refers to all expenses concerning the operations, billed by the **FIRMS**, of filing, extending, translating, issuing and keeping in force the **PATENTS**.

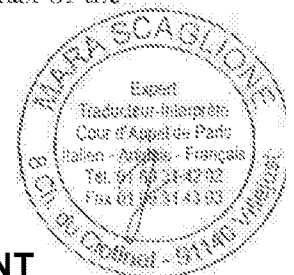
Words in the singular form can be construed to include the plural and vice versa.

Article 1 -- **OBJECT OF THE AGREEMENT**

- 1.1 By this Agreement, the **INSTITUTIONS** assign to Mr. DIVITA, who accepts, the entirety of their rights, title and interest in the **PATENTS**, without restrictions, subject to Mr. DIVITA's compliance with the terms and conditions contained herein.
- 1.2 It is understood by the **PARTIES** that as of the **EFFECTIVE DATE**, the **INSTITUTIONS** no longer have the right to exploit the **PATENTS** directly or indirectly for commercial purposes, Mr. DIVITA becoming the full owner of the **PATENTS** and thus being able to use and exploit the **PATENTS** as he wishes, under his entire and complete responsibility.
- 1.3 It is recalled that the **PATENTS** are only legal claims to industrial property and that this assignment can have no effect other than transfer of the ownership of said claims. This assignment does not entail any technology transfer, guarantee of its value or issuance of any marketing approval.

Article 2 -- **TERM OF THE AGREEMENT**

On its **SIGNATURE DATE**, this Agreement will take effect as of the **EFFECTIVE DATE**, and will remain in force until the expiration or abandonment of the last of the **PATENTS**.



Article 3 – TRANSFER OF RIGHTS

- 3.1 As of the EFFECTIVE DATE, Mr. DIVITA is subrogated to all the rights, obligations and risks attached to the PATENTS.

Mr. DIVITA will then be the single and only owner of the PATENTS and will alone have the right to use and exploit, directly or indirectly, keep in force, defend or enforce with any third party the PATENTS, at his sole discretion and under his sole responsibility.

- 3.2 Mr. DIVITA may also freely grant any exploitation right to the PATENTS or assign ownership of all or part of the PATENTS, for a period from the EFFECTIVE DATE until the term of the PATENTS, to any third party of his choice.

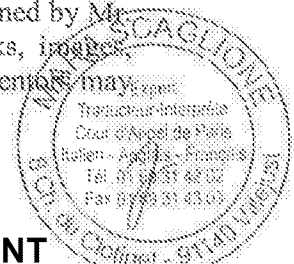
In the event of license granted on the PATENTS or assignment of the PATENTS, Mr. DIVITA undertakes to notify the INSTITUTIONS within one (1) month of the signature of the agreement concerned, specifying the nature of the agreement and the contracting third party. It is understood that, subject to compliance with this Agreement, the INSTITUTIONS will not be able to object to the completion of such an operation or the signature of such an agreement, and that the content of these notifications will be considered to be confidential information under the terms of this Agreement.

It is understood by the PARTIES that any third party to whom Mr. DIVITA may assign the PATENTS will be bound by the same obligations with regard to the INSTITUTIONS as those stipulated in this Agreement.

- 3.3 Mr. DIVITA and his licensees, or any third party exploiting the PATENTS with Mr. DIVITA's approval, will refrain from using in any public communication, for any purpose whatsoever, including as part of non-commercial operations, subject to normal management of the industrial property procedural documents related to the PATENTS, the names "Centre National de la Recherche Scientifique," "CNRS," "UNIVERSITE DE MONTPELLIER," "UM" or any distinctive sign, brand, corporate name, trademark, image, logo or figurative sign belonging to one and/or the other of the INSTITUTIONS or any adaptation of the latter, as well as the name of the other inventors cited on the PATENTS and of any agent of one and/or the other of the INSTITUTIONS, without having received prior to each use the written approval of a legal representative of the INSTITUTION concerned, duly qualified to commit it in this capacity, and, if applicable, of the individual concerned.

It is understood that, in the event that the INSTITUTIONS concerned give their written approval for the use requested by Mr. DIVITA, they may at any time suspend this authorization in the event that the communication made by Mr. DIVITA no longer corresponds to the one initially described, whether in terms of form, context, geographic location or duration, or when it results in a degradation of the image of one or more of the INSTITUTIONS or their agents.

In any case, and even when any authorization has been given for the use planned by Mr. DIVITA, the names, distinctive signs, brands, corporate names, trademarks, logos or figurative signs belonging to one or more INSTITUTIONS and inventors may



not be used by Mr. DIVITA in a manner that, due to the form and/or context used, may be interpreted as a scientific, technical, economic or legal guarantee given by the INSTITUTIONS and the inventors on the PATENTS and operations related to the PATENTS.

Article 4 – INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES

- 4.1 The INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES incurred as of the EFFECTIVE DATE due to procedural actions decided or validated relative to the PATENTS will be the sole responsibility of Mr. DIVITA. The INSTITUTIONS will no longer have any obligation to pay the INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES incurred after the EFFECTIVE DATE, nor any obligation to ensure that the PATENTS are kept in force.
- 4.2 It is agreed that CNRS, acting on behalf of the INSTITUTIONS, undertakes to inform the FIRMS at least concomitantly with the SIGNATURE DATE, that Mr. DIVITA will assume responsibility for the INDUSTRIAL PROPERTY EXPENSES as of the EFFECTIVE DATE and to inform the FIRMS that the associated invoices must be sent directly to Mr. DIVITA.
- 4.3 It will be Mr. DIVITA's responsibility to inform the FIRMS as soon as possible of his telephone, postal, banking and email contact information in order to conduct the discussions necessary for management of the PATENTS.
- 4.4 As needed, CNRS or, if applicable, the INSTITUTIONS will provide to Mr. DIVITA as soon as possible all elements and documents pertaining to the PATENTS and the rights held by the INSTITUTIONS at the SIGNATURE DATE in order to pursue, maintain and/or defend the PATENTS as of the EFFECTIVE DATE.

Article 5 – FINANCIAL CONDITIONS

This assignment of PATENTS to Mr. DIVITA is granted in consideration of Mr. DIVITA's payment of the sum of ten euros (€10) payable within ten (10) days after the EFFECTIVE DATE of this Agreement.

Article 6 – GUARANTEES

- 6.1 This assignment of PATENTS is made without any guarantee on the part of the INSTITUTIONS other than the guarantee of the material existence of the PATENTS on the EFFECTIVE DATE.

In particular, under no circumstances do the INSTITUTIONS make any guarantee, explicit or implicit, of the commercial or technical nature, the exploitation, the economic profitability of the PATENTS, their fitness for a particular purpose or their lack of infringement of the intellectual property rights of third parties.

Likewise, any legal defects concealed by one or more PATENTS are the responsibility of Mr. DIVITA alone, who accepts them. Consequently, in the event of the rejection, cancellation of all or a portion of one or more PATENTS, or the dependency



PATENTS on a prior dominant patent, the INSTITUTIONS will not be obliged to pay any damages to Mr. DIVITA to remedy the harm caused by said rejection, cancellation or dependency.

- 6.2 Mr. DIVITA will not be able to implead the INSTITUTIONS in the event of damage or harm of any kind caused by the use of the PATENTS, by himself or by any third party exploiter or user of the PATENTS.
- 6.3 The INSTITUTIONS declare that at the EFFECTIVE DATE, no user license nor assignment has been granted on the PATENTS, and that they are not subject to any pledge or hypothecation.
- 6.4 Mr. DIVITA acknowledges by this AGREEMENT that he has the necessary skills to use the PATENTS, that he is familiar with their substance due to his capacity as principal inventor and that he is in a position to ensure that any possible licensee, user or assignee of the PATENTS possesses these skills.

Article 7 - CONFIDENTIALITY

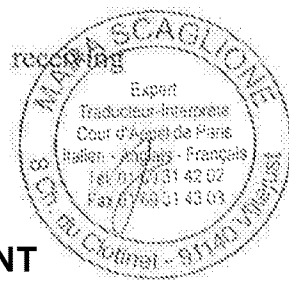
- 7.1 The PARTIES undertake to keep confidential the confidential information belonging to one and/or the other of the PARTIES, and any information of any kind concerning one and/or the other of the PARTIES, of which it may learn during precontractual negotiations or on the occasion of the performance of this Agreement.

Said confidential information may not be published or communicated to third parties, in whole or in part, without the written approval of the PARTY concerned.

It is understood by the PARTIES that the information contained in the PATENTS (descriptions, claims, drawings, etc.) and published in the official bulletins concerned will not be considered confidential information under this Agreement.

The PARTIES will be able to mention the existence of this Agreement, but will not be able to reveal any confidential information belonging to the other PARTY or related to its plans concerning the PATENTS.

- 7.2 The confidentiality agreements to which the PARTIES are bound under this Article do not apply to information where the receiving PARTY can demonstrate:
 - a) that it disclosed the information after receiving the prior written authorization of the issuing PARTY, or that the disclosure was made by this same issuing PARTY;
 - b) that it was in the public domain at the time of its communication by the issuing PARTY, or that it entered the public domain after this communication through no fault of the receiving PARTY;
 - c) that it was lawfully received from a third party;
 - d) that at the date of its communication by the issuing PARTY, the receiving PARTY was already in possession of it;



- e) that its disclosure was imposed by the application of a mandatory legal or regulatory provision or by the application of a definitive court decision or adjudication.

The above-mentioned exceptions are not cumulative.

- 7.3 Mr. DIVITA undertakes, in the capacity of his personal activity, not to file any patent application or intellectual property right application including all or part of the confidential information of one and/or the other of the INSTITUTIONS, without having first obtained the written authorization of the latter.
- 7.4 This confidentiality commitment will remain in force throughout the term of this Agreement, and for five (5) years after its expiration or cancellation.
- 7.5 The provisions of this Article may not interfere with the obligation incumbent on the personnel represented by the INSTITUTIONS to produce an activity report to their organization, this communication not constituting a disclosure within the meaning of Industrial Property laws.

Article 8 - INVALIDITY OF A CLAUSE

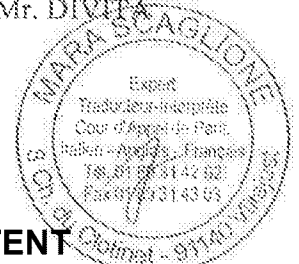
If one or more of the provisions of this Agreement are found to be invalid or declared as such pursuant to a law, a regulation - and in particular to European Union law - or due to a final decision by a competent court, the other provisions shall retain their full force and scope, and the PARTIES will immediately make the necessary modifications while respecting, as much as possible, the consensus existing at the time of signature of this Agreement.

Article 9 - TITLE

In the event of difficulties in interpretation between any of the clause titles and any of the clauses, the titles will not be taken into consideration for the interpretation.

Article 10 -- REGISTRATION ON THE NATIONAL PATENT REGISTER

- 10.1 This Agreement may be registered on the national patent register held by the national industrial property institute concerned by the PATENTS and other patent offices, by and at the expense of Mr. DIVITA.
In the event that Mr. DIVITA does not carry out this registration, the INSTITUTIONS will be free to complete the registration themselves at any time.
- 10.2 Any tax registration necessary under this Agreement will be carried out by Mr. DIVITA at his sole expense.



Article 11 – APPLICABLE LAW - DISPUTES

- 11.1 This Agreement is governed by the laws and regulations of the French Republic, to the exclusion of choice of law rules that may apply.
- 11.2 In the event of any difficulty concerning the interpretation or performance of this Agreement, the PARTIES will endeavor to settle their dispute amicably.
In the event of persistent disagreement, the dispute will be brought before the competent French courts by the more diligent PARTY.
- 11.3 This Article will remain in force notwithstanding all cases of expiration or cancellation of this Agreement.

Article 12 – NOTICE

Any notice required under this Agreement will be made by registered letter with acknowledgment of receipt, sent to the PARTY concerned at the following address:

For the INSTITUTIONS:

CNRS

Direction de l'Innovation et des Relations avec les Entreprises (DIRE)

A l'attention du Directeur Adjoint de la DIRE en charge des Relations avec les Entreprises et du Transfert de l'Innovation.

3 rue Michel-Ange

75794 Paris Cedex 16

FRANCE

Copy to FIST:

FIST SA

83, boulevard Exelmans

75016 PARIS

France

Concerne les DI 02142-01 et suivantes

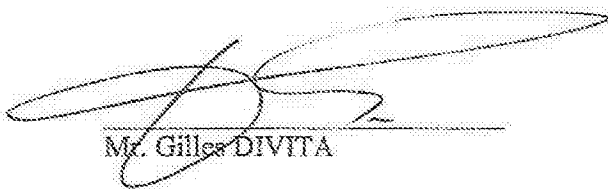


For Mr. DIVITA:
Monsieur Gilles DIVITA
26 bis, rue sous les aires
34725 SAINT ANDRÉ DE SANGONIS
FRANCE

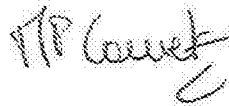
Prepared in four (4) original copies written in French, including one (1) copy for each PARTY and one (1) for registration with the patent offices.

In s^t André de Sangonis
Date 18 08 2015

In Paris 24 AOUT 2015
Date



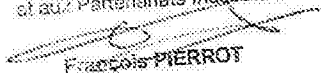
Mr. Gilles DIVITA



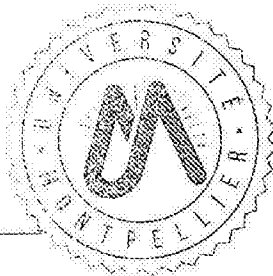
By delegation of the
President of CNRS
Mrs. Marie-Pierre COMETS
Director of innovation and
corporate relations

In Montpellier
Date 27 AOUT 2015

Pour le Président de l'Université de Montpellier
et par délégation
Le Vice-Président délégué à la Valorisation
et aux Partenariats Industriels



Mr. Philippe AUGÉ,
President of UM

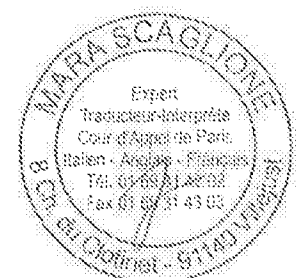


ANNEX 1

PATENT STATUS

Subtype	Country	Filing	Publication	Issuance	Status
Priority patent	PCT	PCT/IB2011/051435 April 4, 2011	WO2012/137036 October 11, 2012	/	Expired
PCT	PCT	PCT/IB2012/051665 April 4, 2012	WO2012/137150 October 11, 2012	/	Expired
National Phase	Europe	12720007.9 April 4, 2012	2694529 February 12, 2014	()	Active
National Phase	United States	14/009,648 April 4, 2012	2014/0227344 August 14, 2014	()	Active

Subtype	Country	Filing	Publication	Issuance	Status
Priority patent	PCT	PCT/IB2012/055343 October 4, 2012	WO2014/053879 April 10, 2014	/	Expired
PCT	PCT	PCT/EP2013/070676 October 4, 2013	WO2014/053622 April 10, 2014	/	Expired
National Phase	Europe	13773241.8 October 4, 2013	()	()	Active
National Phase	United States	14/433,570 October 4, 2013	()	()	Active



Subtype	Country	Filing	Publication	Issuance	Status
Priority patent	PCT	IB2012055344 October 4, 2012	WO2014/053880 April 10, 2014	/	Expired
PCT	PCT	PCT/EP2013070680 October 4, 2013	WO2014/053624 April 10, 2014	/	Expired
National Phase	Europe	13779159.6 October 4, 2013	()	()	Active
National Phase	United States	14/433.573 October 4, 2013	()	()	Active

Subtype	Country	Filing	Publication	Issuance	Status
Priority patent	PCT	IB2012055345 October 4, 2012	WO2014/053881 April 10, 2014	/	Expired
PCT	PCT	PCT/EP2013070685 October 4, 2013	WO2014/053628 April 10, 2014	/	Expired
National Phase	Europe	13773243.4 October 4, 2013	()	()	Active
National Phase	United States	14/433.578 October 4, 2013	()	()	Active

Subtype	Country	Filing	Publication	Issuance	Status
Priority patent	PCT	IB2012055346 October 4, 2012	WO2014/053882 April 10, 2014	/	Expired
PCT	PCT	PCT/EP2013070686 October 4, 2013	WO2014/053629 April 10, 2014	/	Expired
National Phase	Europe	13773244.2 October 4, 2013	()	()	Active
National Phase	United States	14/433,592 October 4, 2013	()	()	Active

Traduction certifiée conforme

à l'original

NE VARIETUR

écrite en langue :

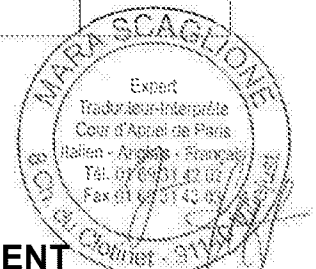
fait le :

15/2484

anglaise

27/08/2015

PATENT



GD